



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



direction
générale
de l'Aviation
civile

**MAINTENANCE DES GROUPES ELECTROGENES DU CENTRE EN ROUTE DE LA NAVIGATION OUEST
(LOPERHET) et DU SERVICE DE LA NAVIGATION AERIENNE OUEST**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2023-CRNAO-004

Procédure de passation : Le marché est passé, en tant qu'entité adjudicatrice, selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-11°, R.2123-1 1° et R2123-5 du code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

Article 1 - IDENTIFICATION	4
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 3 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION	4
Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
5.1 Cadre général	5
5.2 Reconduction de l'accord-cadre	5
Article 6 - LIEU D'EXECUTION	5
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
8.1 Représentation des parties	6
8.1.1 Représentation de l'acheteur	6
8.1.2 Représentation du titulaire	6
8.2 Conditions d'exécution.....	7
8.2.1 Mise en place de l'équipe technique	7
8.2.2 Déclenchement des prestations	7
8.3 Obligations du titulaire	8
8.3.1 Obligation d'information	8
8.3.2 Obligation de confidentialité	9
8.3.3 Mesures de sécurité/sûreté	9
8.4 Responsabilité du titulaire	11
8.5 Exécution complémentaire et modification de l'accord-cadre	11
8.6 Clauses sociales	11
8.7 Clauses environnementales.....	11
8.7 Traitement des données à caractère personnel	12
8.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	12
8.9 Dispositions applicables en cas de suspension du marché à la demande du titulaire.....	13
8.10 Dispositions applicables en cas de suspension du marché à l'initiative de l'acheteur	13
8.11 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	14
8.12 Pénalités	14
Article 9 – CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15
9.1 Nature des vérifications des prestations.....	15
9.2 Admission - Réfaction	15
Article 10 - REGIME FINANCIER	15
10.1 Forme et contenu des prix.....	15
10.2 Révision de prix	15
10.3 Avances	16
10.4 Modalités financières	16
10.4.1 Répartition des paiements.....	16
10.4.2 Intérêts moratoires	16

10.4.3 Modalités de facturation	17
Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	18
11.1 Forme des notifications et des informations	18
11.2 Langue.....	18
11.3 Sous-traitance.....	19
11.4 Assurances.....	19
11.5 Autres obligations administratives	19
11.6 Résiliation	20
11.7 Différends.....	20
11.8 Litiges et contentieux.....	20
Article 12 – DEROGATIONS	20

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par : Ministère Chargé des transports
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)
Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA)
Direction des Opérations (DO)
Centre en route de la navigation aérienne Ouest (CRNAO)
Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNAO)

Le Directeur des Opérations de la DSNA ou son représentant agit en tant qu'entité adjudicatrice, pour le compte du SNAO et du CRNAO.

L'antenne DO du pôle achats DSNA est l'entité chargée de passer l'accord-cadre.

Siret de la DGAC : 12006401900074

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la maintenance des groupes électrogènes pour le site du centre en route de la navigation ouest (CRNAO) à Loperhet, et les sites du Service de la Navigation Aérienne Ouest (SNAO).

Les différentes prestations attendues sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots, auquel il convient de se reporter.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 50324200-4 services de maintenance préventive

Valeur secondaire : 5032400 services de réparation et d'entretien de matériel de distribution électrique

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	SITE DU CRNAO
2	SITES DU SNAO

Les opérateurs économiques peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre est passé sous la forme d'une procédure adaptée avec négociation, en application des articles L.2123-1 1°, R.2123-1 1° et R2123-5 du code de la commande publique.

Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

L'accord cadre comprend une partie forfaitaire et une partie unitaire passé en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique : en marché ordinaire (partie à prix forfaitaires) pour la maintenance préventive et en accord cadre à bons de commande (partie à prix unitaires) pour la maintenance corrective correspondant aux éventuelles interventions sur les installations du SNAO et du CRNAO.

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

La partie forfaitaire concerne des prestations principales à prix forfaitaire (maintenance préventive).

La partie unitaire concerne des prestations ponctuelles en fonction des besoins et est exécutée par l'émission de bons de commande (maintenance corrective) en application de l'article R2162-2 du code de la commande publique et déclenchée par demande de devis au titulaire par le SNAO ou le CRNAO ou par la présentation d'un devis du titulaire à la suite d'une maintenance préventive si le titulaire ne dispose pas des pièces nécessaires au moment de la visite préventive.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) de référence est le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services (FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021.

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum en valeur (article R.2162-4 1° du code de la commande publique) pour la durée globale de l'accord-cadre :

N° LOT	DESCRIPTION	Montant annuel estimé part forfaitaire et part BC HT	Montant annuel maximum HT
1	SITES DU CRNAO	40 000 €	60 000 €
2	SITES DU SNAO	7 400 €	12 000 €
Totaux annuels		47 400 €	72 000 €

Montant estimé de l'accord-cadre pour sa durée totale (4 ans) : 189 600 € HT.

Montant maximum de l'accord-cadre pour sa durée totale (4 ans) : 288 000 € HT.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) de référence est le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services (FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour une durée d'un (1) an.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être reconduit 3 fois par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de 12 mois. Sa durée totale maximale, reconductions comprises, est de 48 mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire 2 mois avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis avant la décision de non-reconduction continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :

N° LOT	DESCRIPTION
1	SITE DU CRNAO Lieu-dit Gorre Ménez, sur le territoire de la commune de Loperhet. Il est accessible par la route

	départementale 29 entre Landerneau et Plougastel-Daoulas.
2	<p>SITES DU SNA-O</p> <p>HANVEC (29460) au lieu-dit Le Labou-Dirimeur</p> <p>SEVERAC (44590) route de St Dolay</p> <p>FLOTTEMANVILLE-Hague (50690) chemin de la Lande près LUDIVER</p> <p>TANVILLE (61500) lieu-dit les Bruyères près MF La Gâtine</p>

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière par lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) de référence est le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services (FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021.
- l'offre technique du titulaire dans toutes ses dispositions conformes au présent cahier des charges ;
- La déclaration sur l'honneur concernant les obligations prévues dans le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) no 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine
- les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- les avenants éventuels ;
- les bons de commande ;
- les échanges écrits si ceux-ci comportent des éléments impactant le bon déroulement de la prestation.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. L'article 1.3 du CCTP indique le nom des interlocuteurs de la DGAC selon les lots concernés habilités à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cette liste de personnes physiques est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. L'acheteur porte ces modifications à la connaissance du titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un représentant local habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre dès son offre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du candidat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé du représentant local.

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Si le titulaire souhaite remplacer de son initiative le représentant local pendant la durée de l'accord-cadre, il en informe sans délai l'acheteur et lui communique le nom, le profil et les coordonnées du remplaçant. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer la continuité des prestations, le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 7 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 10 jours suivant cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire. En aucun cas, le remplacement du représentant local ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le prestataire s'engage à affecter à la réalisation de la prestation un personnel suffisant dont il garantit les compétences, les qualifications professionnelles pour ce type de mission.

Il affectera également à l'exécution du marché, les ressources financières et techniques nécessaires afin que la prestation puisse être exécutée dans les délais et de manière professionnelle. Le personnel du prestataire affecté à l'exécution du marché restera placé sous la seule autorité hiérarchique du prestataire.

Le prestataire assume, par tout moyen qu'il jugera approprié, l'encadrement de son personnel. Il veillera notamment à ce que son personnel respecte les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables au sein des locaux dans lesquels il sera amené à intervenir.

En cas de non-respect de ces prescriptions, l'acheteur se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du prestataire et/ou de lui refuser l'accès aux locaux. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de sept jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Plus généralement, le prestataire s'engage à :

- ♦ assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, et la gestion de son personnel ;
- ♦ contrôler la bonne exécution de la prestation et se conformer aux normes, règlements et usages de la profession pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- ♦ faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne aux occupants des locaux et n'affectent pas le déroulement des activités exercées par le SNAO, le CRNAO ou des tiers ;
- ♦ ne pas provoquer de désordres dans les locaux ou aux installations et équipements qui y sont installés

8.2.2 Déclenchement des prestations

Les maintenances préventives sont déclenchées par la notification de l'accord-cadre..

Une réunion d'ouverture de prestation doit se tenir au plus tard deux semaines après notification de l'accord cadre sur chaque site pour une présentation de l'environnement de travail.

Les prestations liées à la maintenance corrective et évolutive sont déclenchées par la notification des bons de commande au titulaire de l'accord-cadre.

Les services habilités à émettre les demandes d'achats sont les services acheteurs ci-dessous.

Libellé long	Libellé court	Code service exécutant	Adresse
Centre en route de la navigation Ouest	CRNAO	44	37 route du radar de Bretagne - Lieu-dit Gorré Menez - 29470 LOPERHET
Service de la Navigation Aérienne Ouest	SNAO	41	Aéroport de Nantes-Atlantique - Rue de la Tour - 44860 SAINT-AIGNAN DE GRANDLIEU

Ces demandes d'achats donnent lieu à des bons de commandes émis par le Service InterRégional Ouest (SIR-O).

Les bons de commandes sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande. L'acheteur détermine, pour chaque prestation, le délai d'exécution. Le délai d'exécution est déclenché par la date de réception du bon de commande par le titulaire de l'accord-cadre, valant notification du bon de commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (voir tableau ci-dessus)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- Le cas échéant, la date de livraison et installation prévisionnelle ainsi que les horaires d'ouverture des locaux à prendre en compte pour le jour de la livraison
- Le cas échéant, la référence du devis

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 5 jours ouvrables de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **2 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Par ailleurs, en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'entité adjudicatrice rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à

cet égard communiquer à l'entité adjudicatrice chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

8.3.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

8.3.3 Mesures de sécurité/sûreté

Les objectifs de sûreté et de sécurité visés, sont associés aux risques liés à la présence et/ ou à l'intervention de personnes externes à la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA), dans des locaux opérationnels, et qui pourraient entraîner des risques inacceptables sur la sécurité des systèmes ou sur la sûreté des sites.

De manière à rendre ces risques acceptables, pour chaque opération planifiée, les objectifs de sécurité/sûreté et les moyens en réduction des risques, sont définis au titre du présent accord cadre.

Les exigences contractuelles en termes de sûreté et les informations que le titulaire doit connaître, font l'objet d'une annexe au CCAP.

Pour ce qui relève de la sécurité des personnes, le titulaire est tenu de se conformer strictement aux mesures réglementaires en regard du code du travail. Le titulaire ne pourra ignorer les éventuelles modifications réglementaires qui pourraient intervenir en cours de marché.

LOT 1 - Dispositions concernant la sûreté au CRNAO

Les objectifs de sûreté et de sécurité visés, sont associés aux risques liés à la présence et/ ou à l'intervention de personnes externes à la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA), dans des locaux opérationnels, et qui pourraient entraîner des risques inacceptables sur la sécurité des systèmes ou sur la sûreté des sites.

De manière à rendre ces risques acceptables, pour chaque opération planifiée, les objectifs de sécurité/sûreté et les moyens en réduction des risques, sont définis au titre du présent marché.

Le CRNA-Ouest assure l'accès du centre au prestataire et aux personnes délégués par ce dernier en vertu de ce cahier des charges, sous réserve du respect des formalités d'accueil. Le CRNA-Ouest étant un site sensible, l'attention du prestataire est notamment attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès.

En cas d'avis négatif à la suite de cette enquête, l'accès au site sera refusé à la personne concernée.

Le prestataire sera alors dans l'obligation de désigner un autre agent.

(Référence réglementaire : Code de l'aviation civile, notamment ses articles L.213-1 à L.213-5 et R 213-4 à R 213-5).

Formalités d'accueil

Le prestataire fournit tous les éléments demandés par le CRNA-Ouest pour permettre d'établir les autorisations d'accès et titres de circulation propres à cet établissement

LOT 2 - Dispositions concernant la sûreté au SNA OUEST

Le titulaire désigne un correspondant sûreté qui sera chargé de gérer les demandes de badges de ses personnels et sous-traitants éventuels.

Les dispositions qui s'appliquent aux locaux du SNA/O sont les suivantes :

- l'obligation d'habilitation des personnels : article 6342-3 du code des transports et § III de l'article R213-3 du code de l'aviation civile
- l'obligation de disposer d'un titre de circulation (badge) : §4 de l'article L6332-1 du code des transports
- Pour les accès aérodromes :
 - l'arrêté du 1er septembre 2003
 - l'arrêté du 11 septembre 2013 (abrogeant l'arrêté du 12 novembre 2003)
- les arrêtés de Police de chacun des aérodromes.

Les conditions de délivrance des badges est subordonné à une enquête de police et une autorisation préfectorale. Sans ses conditions remplies, il ne sera pas possible aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants d'accéder aux locaux sensibles du SNA/O.

Les délais de délivrance des badges peuvent d'être d'une semaine aussi le titulaire anticipera les premières demandes ou les renouvellements des badges de ses personnels.

Si le titulaire intervient sur d'autres sites sensibles et que son personnel dispose déjà de Titre de Circulation Aéroportuaire (couleur rouge ou orange), une formation en ligne sera dispensée par le SNA/O et une autorisation d'accès aux locaux sera délivrée par le chef du SNA/O.

Les sessions de sensibilisation à la sûreté et d'habilitation électrique nécessaires pour l'accès aux locaux seront à la charge du titulaire.

En cas de refus de délivrance ou de retrait du titre de circulation à un membre du personnel du titulaire ou de son sous-traitant, celui-ci devra pourvoir à son remplacement par un personnel de qualification et de compétence équivalente.

Le titulaire et ses personnels devront prendre connaissance des consignes de sécurité et de sûreté propres aux sites. Cette prise de connaissance devra être retranscrite, lue et signée par tous les intervenants sur le site. Le titulaire est seul responsable en cas de manquement aux consignes de sûreté de ses agents.

Si le titre de circulation a été délivré par le SNA/O, il devra être restitué au SNA/O à la fin de la date de validité, en cas de cessation d'activité ou lors d'un arrêt temporaire de travail de 2 mois. Dans ce dernier cas, le badge sera conservé dans les locaux du SNA/O et restitué à son titulaire à son retour.

Le SNA/O ne pourra être tenu responsable d'un retard ou d'un empêchement dans l'exécution des prestations dû au non-respect des consignes de sûreté par le titulaire du marché ou un de ses employés.

- Accès occasionnel aux locaux opérationnels

Dans le cadre des prestations occasionnelles, les personnels devront être détenteurs d'un badge d'accès accompagné A non nominatif. Ce badge est remis quotidiennement à l'entrée du SNA/O en présence de l'accompagnateur titulaire d'un badge permanent et en échange d'une pièce d'identité. L'accompagnateur s'engage à ne jamais laisser le visiteur seul dans les locaux opérationnels.

Les demandes de titre de circulation temporaires devront être faites 48 heures minimum avant la date prévue pour les prestations.

Le SNA/O ne pourra être tenu responsable d'un retard ou d'un empêchement dans l'exécution des prestations dû au non-respect des consignes de sûreté par le titulaire du marché ou un de ses employés.

Pour une intervention de plus d'une journée, le titulaire pourra demander un badge non nominatif V qui sera délivré après enquête de police. Ce badge est remis pour 6 jours consécutifs maximum et ne peut faire de demande avec un délai entre les délivrances de 2 mois. Le délai de d'obtention est de 5 jours ouvrés.

Dispositions communes aux 2 lots – Plan de prévention.

Un plan de prévention sera établi conformément aux dispositions des articles [R4512-6](#) à R4512-12 du code du travail par chacun des services et le prestataire pour chacun des lots. Le plan de prévention devra être coordonné avec les instances techniques du SNAO ou du CRNAO.

Ce plan de prévention doit obligatoirement être réalisé avant la réalisation des prestations.

8.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de celui-ci.

8.5 Exécution complémentaire et modification de l'accord-cadre

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen quel que soit le montant selon les modalités suivantes :

- Le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- Le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions administratives non prévues initialement ;
- Le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations non prévues initialement ou supprimer des prestations prévues initialement.

Le réexamen des clauses de l'accord-cadre en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.).

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à un avenant du marché signé par les deux parties.

8.6 Clauses sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

8.7 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent accord cadre comprend des spécifications techniques à caractère environnemental **dans le CCTP sur la gestion des déchets.**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent accord cadre comprend un critère à caractère environnemental **comme critère d'attribution**.

8.7 Traitement des données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure.

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

8.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

8.9 Dispositions applicables en cas de suspension du marché à la demande du titulaire

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

8.10 Dispositions applicables en cas de suspension du marché à l'initiative de l'acheteur

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG FCS de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

8.11 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

8.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité.

Pénalités pour le non-respect de la loi du 24 août 2021

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :

- La DSNA notifie au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.
- Le titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent CCAP/contrat...
- Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 50 euros HT par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., tout manquement dans l'exécution des prestations par le fait du titulaire, fera l'objet sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées de la manière suivante :

- Des pénalités de retard sur la maintenance préventive de 100€ HT par jour ouvré par rapport au planning prévisionnel approuvé par l'acheteur en début de marché ou chaque année;
- Des pénalités pour non-respect des délais d'intervention des dépannages de 100€ HT par jour ouvré de retard par rapport au délai d'exécution indiqué dans les bons de commande (délais mentionnés sur les devis).

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Article 9 – CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 Nature des vérifications des prestations

A l'issue de l'exécution de chaque prestation de maintenance corrective (suite notification d'un bon de commande) et de chaque maintenance préventive, des opérations de vérification sont réalisées afin de constater que les prestations effectuées répondent aux stipulations du marché et, le cas échéant, aux spécifications énoncées dans l'offre technique du titulaire.

9.2 Admission - Réfaction

Suite aux vérifications conduites en présence du responsable de site ou son représentant, les décisions d'admission, ou de réfaction sont prises par l'acheteur.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, la décision d'admission est constituée par la constatation de service fait dans l'outil SIF Formulaires..

Conformément aux dispositions du CCTP, en cas de mauvaise exécution, les prestations donneront lieu à l'application de réfections sur les prix correspondants.

La « réfaction » est la décision prise par la personne publique de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix stipulés dans le présent accord-cadre sont réputés comprendre la fourniture et la main d'œuvre ainsi que toutes les charges fiscales et parafiscales, tous les frais relatifs aux déplacements, conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à l'évacuation des déchets.

- Prix forfaitaire de la maintenance préventive :

Les interventions de maintenance préventive sont traitées à prix forfaitaire. Les prix forfaitaires sont indiqués dans le bordereau des prix.

- Prix unitaires de prestations d'interventions correctives à bons de commande :

Les interventions correctives sont traitées sur la base des prix indiqués dans les devis (attention le prix forfaitaire du déplacement est indiqué dans le bordereau des prix Le titulaire doit appliquer strictement ce tarif (initial ou le tarif révisé) sur son devis. A défaut, le devis sera rejeté).

10.2 Révision de prix

Les prix initiaux figurant au bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord cadre puis révisables lors de chaque reconduction par application de la formule suivante :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de remise des offres.

A l'initiative de l'acheteur, la révision des prix est effectuée à chaque date anniversaire de la notification du marché en utilisant comme indice la dernière valeur définitive connue de l'indice publié au bulletin mensuel de la statistique édité par l'INSEE au moment de la révision ou sur le site du Moniteur.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P_n = P_0(0,15 + 0,8 (ICTH-IME / ICTH-IME_0) + 0.05 (FSD1/FSD1_0)),$$

Où

- P_n = Prix révisé pour la période annuelle n

- P0= Prix initial sur le bordereau des prix.

- **ICTH-IME** = dernière valeur définitive connue de l'indice du coût horaire du travail révisé – Tous salaires (ICTH-IME) – Indices mensuels – Industries mécaniques et électriques – Identifiant : 1565183, connue à la date du mois anniversaire de notification du marché
- **ICTH-IMEo** = dernière valeur définitive connue de l'indice du coût du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – base 100 en décembre 2008 - identifiant 001565183, applicable au mois de remise des offres (mai 2024).
- **FSD1** = dernière valeur définitive connue de l'indice des fournitures et services divers 1, à la date du mois anniversaire de notification du marché
- **FSDo** = dernière valeur définitive connue de l'indice des fournitures et services divers 1, applicable au mois de remise des offres (mai 2024).
- Le coefficient de révision applicable à P0 pour constituer Pn par la formule de révision, est arrondi au millième supérieur.

Dans le cas où la révision des prix entraînerait une hausse supérieure à 3% au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation à 3%.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est fixé à 5% ou, le cas échéant, de 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, les avances sont dues lorsque le montant du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution du marché. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Répartition des paiements

Chaque prestation réceptionnée par l'acheteur donne lieu à une demande de paiement émise par le titulaire. Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire. Aucun frais autre que ceux mentionnés à l'annexe financière à l'Acte d'Engagement n'est admis (frais de facturation par exemple).

10.4.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.3 Modalités de facturation

Maintenance préventive :

LOT 1

Le paiement des prestations intervient **après chaque prestation** (visite de maintenance mécanique et visite de maintenance électrique), sur présentation d'une facture par le titulaire, accompagnée d'un bon d'intervention et après constatation/certification du service fait par l'acheteur.

LOT 2

Le titulaire émet une facture annuelle unique sur laquelle figure le détail des prix par site, après service fait (c'est à dire après réalisation de l'ensemble des maintenances préventives attendues pour l'année en cours), accompagnée des bons d'intervention/d'attachement correspondants, et la dépose sur Chorus Pro.

Seule la transmission des bons d'intervention/d'attachement exigés au CCTP pourra permettre au représentant du SNA-O ou du CRNA-O de confirmer le service fait.

- ☐ Toute facture anticipée et déposée sur CHORUS PRO avant remise de ces bons d'attachement sera automatiquement rejetée.
- ☐ Toute facture non justifiée par un bon d'intervention fera l'objet d'un rejet.
- ☐ Toute facture émise partiellement fera l'objet d'un rejet.

Maintenance corrective :

Le titulaire émet une facture après service fait.

Afin de pouvoir attester le service fait, les justificatifs suivants devront être transmis au contact SNA-O figurant à l'article 1.3 du CCTP :

- Le devis du titulaire accepté par le SNA-O
- le bon d'intervention/d'attachement correspondant.

Toute facture non justifiée par la présentation des documents précités fera l'objet d'un rejet.

Attention : Les codes et/ou libellés qui figurent sur les factures **doivent** être identiques à ceux figurant dans le bordereau de prix.

Le paiement est effectué par virement sur compte du titulaire, après vérification du service fait. Pour cela, le titulaire doit faire parvenir un **RIB original** à la notification du marché.

Chaque facture indique les coordonnées bancaires du titulaire. Tout changement de RIB doit être signalé au SIR OUEST par courrier accompagné du nouveau RIB.
Les factures sont émises par le titulaire du marché.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail : « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>
Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les paiements s'effectuent après service fait.

Aucun frais de facturation, non mentionné sur l'annexe financière, n'est admis.

Pour le lot 1 :

Les factures dématérialisées adressées sur le portail « Chorus Pro » doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

1. Le numéro de SIRET de la DGAC 12006401900074 ;
2. Le numéro d'engagement juridique (EJ) à 10 chiffres (transmis lors de la notification du marché) ;
3. Le code service des CRNA-O (44) ;
4. Le nom et l'adresse du Titulaire ;
5. Le numéro du marché et l'objet du marché (2023-CRNAO-004);

6. Ou le numéro et la date du bon de commande ;
7. La désignation exacte des fournitures livrées ou prestation exécutée ;
8. Le numéro et la date d'intervention ;
9. Le prix unitaire hors TVA ;
10. Les remises éventuelles appliquées ;
11. Le taux et le montant de la TVA ;
12. Le montant total TTC ;
13. La date d'établissement de la facture ;
14. Les références et coordonnées du compte postal ou bancaire ouvert au nom du Titulaire telles que précisées sur l'acte d'engagement.

☐ Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » *

** En effet, si la DGAC est bien un service du Ministère de la Transition Ecologique, chargé des Transports, il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail "Chorus Pro".*

Pour le lot 2 :

Les factures dématérialisées adressées sur le portail « Chorus Pro » doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

1. Le numéro de SIRET de la DGAC 12006401900074 ;
2. Le numéro d'engagement juridique (EJ) à 10 chiffres (transmis lors de la notification du marché) ;
3. Le code service des SNA-O (41) ;
4. Le nom et l'adresse du Titulaire ;
5. Le numéro du marché et l'objet du marché (2023-CRNAO-004) ;
6. Ou le numéro et la date du bon de commande ;
7. La désignation exacte des fournitures livrées ou prestation exécutée ;
8. Le numéro et la date d'intervention ;
9. Le prix unitaire hors TVA ;
10. Les remises éventuelles appliquées ;
11. Le taux et le montant de la TVA ;
12. Le montant total TTC ;
13. La date d'établissement de la facture ;
14. Les références et coordonnées du compte postal ou bancaire ouvert au nom du Titulaire telles que précisées sur l'acte d'engagement.

☐ Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » *

** En effet, si la DGAC est bien un service du Ministère de la Transition Ecologique, chargé des Transports, il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail "Chorus Pro".*

10.4.3.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.3.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il l'accompagne d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En cas de sous-traitance pour un montant égal ou supérieur à 600 Euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire de l'accord-cadre. Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du titulaire de l'accord-cadre, est transmise par ce dernier au moyen d'une des modes de transmissions des factures et des états d'acomptes dématérialisés précités.

Les sommes des prestations sous-traitées viennent en déduction du montant à verser au titulaire.

11.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;
- aux décisions éventuelles des tribunaux concernant à sa situation financière : placement en situation de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le maître d'œuvre met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

11.6 Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

11.7 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations. En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.8 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français. Tout litige dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG/FCS et après tentative de règlement amiable entre les parties, sera soumis à la juridiction du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois.

Les litiges pouvant naître de l'application de l'accord cadre relèvent en premier ressort du tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 - 44041 NANTES Cedex (tél : 02.55.10.10.02 – Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Article 12 – DEROGATIONS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG FCS auquel il est dérogé
Article 8.9 (pénalités)	Article 14.1

Article 8.2 (conditions d'exécution)	Article 3.7.2 et article 13.3.2 et 13.3.3 et article 3.4.3
Article 9.2 (admission et réfaction)	Articles 29 et 30
Article 8.1 (représentation des parties)	Articles 3.4.1 et 3.4.3